RAPPORT SCIENTIFIQUE
(RESUME)

« **Société de la connaissance et démocratie en Europe** »

Programme de formation recherche du CIERA co-organisé par le CSU, l'Université Humboldt de Berlin et le Centre Koyré.
Année universitaire 2005/2006

1. Thématique du programme

Le séminaire interroge de façon critique la notion de « société de la connaissance » en se demandant en quoi elle marque ou non un développement de la dynamique démocratique. Il vise à mobiliser les problématiques théoriques et les recherches empiriques menées en ce sens des deux côtés du Rhin et à les confronter les unes aux autres, dans un esprit interdisciplinaire et transnational. Il aborde la question sous trois angles privilégiés, ceux de la démocratie participative locale, de l'approche macrosociale et de la démocratie technique. Les relations entre processus démocratique d'une part, production et utilisation des connaissances techniques et scientifiques d'autre part, constitue le fil rouge des séances.

2. Format et public des séances

Le séminaire s'est déroulé durant l'année universitaire 2005/2006 sous la forme de trois journées d'études organisées à Paris et à Berlin. Le CSU a pris en charge l'organisation de la première journée intitulée « Y a-t-il un "savoir citoyen" mobilisable dans la démocratie participative ? » qui s'est tenue le 27 février 2006 à l'IRESKO à Paris. La seconde journée, intitulée « Lässt sich die Konstituierung einer "Wissensgesellschaft" auf europäischer Ebene beobachten ? », a été organisée le 22 mai 2006 par l'Université Humboldt. Enfin, le Centre Koyré était responsable de la troisième journée portant sur le thème « Science et démocratie : savoirs distribués et pouvoirs ». Elle a eu lieu le 7 novembre 2006 à l'IRESKO à Paris.

L'idée était à la fois d'effectuer une synthèse des travaux les plus récents sur le sujet et de permettre à des jeunes chercheurs en cours de formation de présenter leurs recherches devant un auditoire spécialisé franco-allemand. Les travaux de sept doctorants ont été présentés et discutés par des chercheurs confirmés pendant la première journée (sur une totalité de neuf interventions), trois doctorants se sont livrés au même exercice pendant la seconde journée (sur une totalité de six interventions). Enfin, cinq doctorants ont eu l'occasion de présenter leurs travaux de thèse en cours pendant la troisième journée.

Les trois journées étaient ouvertes au public afin de permettre de diffuser les résultats de ces recherches. Les deux journées organisées à Paris ont connu un vif succès : une centaine de personnes ont participé aux débats tout au long des deux journées. Le public de la première journée se composait d'étudiants, de chercheurs, d'agents de développement, d'acteurs associatifs ou d'employés municipaux. Cette diversité témoigne de l'actualité de la question de la participation et des compétences cognitives qu'elle suppose, non seulement dans le monde scientifique mais aussi dans les sphères professionnelles qui sont concernées par la mise en place d'instruments de participation dans les villes françaises. L'éclairage franco-allemand apporté sur cette question par les recherches présentées a fortement intéressé ce public et a certainement contribué au succès de la journée en la distinguant de manifestations similaires mais souvent limitées au cadre français. La deuxième journée, organisée à Berlin, s'adressait à un public plus universitaire, composé d'une vingtaine de personnes parmi lesquelles figuraient des étudiants de master et des doctorants de la Berlin Graduate School of Social Sciences ainsi que des chercheurs des universités et des instituts de recherche de la région berlinoise (Centre Marc Bloch, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, Max Planck Institut für Wissensgeschichte, Technische Universität Berlin, Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaft). La troisième journée consacrée à un thème d'histoire et de sociologie des sciences réunissait les représentants de deux laboratoires à la pointe des recherches dans ce domaine en France et en Allemagne : le Centre Koyré et l'Institut de recherches sur les sciences et techniques de l'Université de Bielefeld (Institut für Wissenschafts- und Technikforschung). Elle a attiré un public

plus universitaire (chercheurs, étudiants et enseignants) dont l'importance témoigne de l'essor actuel de ce domaine de recherches.

3. Synthèse des résultats

- Journée d'étude « Y a-t-il un "savoir citoyen" mobilisable dans la démocratie participative ? »

A partir d'une interrogation sur les « savoirs citoyens », il s'agissait de préciser et de discuter les différentes notions utilisées par les chercheurs français et allemands pour décrire ces savoirs, d'analyser à partir d'études de cas ou d'études comparatives la façon dont ces savoirs sont mobilisés lors de séquences délibératives, enfin, de mettre en évidence la façon dont ces savoirs sont intégrés ou non dans la prise de décision et la gestion publiques. Les débats des trois sections ont donné lieu aux conclusions suivantes :

- L'enjeu d'une analyse en termes de savoirs par rapport aux analyses en termes de ressources ou de capitaux réside dans la remise en cause, à l'heure d'une crise de la démocratie représentative et de la professionnalisation des élites politiques, de la coupure épistémologique entre « savoirs citoyens » et savoir scientifique.
- Les dispositifs mis en place valorisent différemment les savoirs et il apparaît important de mettre en évidence cet aspect.
- Il est important de voir comment les dispositifs de participation peuvent servir de lieux d'arbitrage entre différents champs d'expertise,
- comment la science produit des savoirs locaux tout en se définissant elle-même comme universelle,
- dans quelle mesure les dispositifs de participation peuvent permettre à certains élus locaux de se saisir de dossiers techniques et de s'affirmer face aux services municipaux,
- dans quelle mesure la participation fait-elle partie d'un modèle post-fordiste de gestion qui fonctionne en réseau et repose sur la captation de savoirs disséminés dans la société civile.

- Journée d'étude « Lässt sich die Konstituierung einer "Wissensgesellschaft" auf europäischer Ebene beobachten ? »

La seconde journée du séminaire portait sur la notion de « société de la connaissance ». Il s'agissait dans une première section de clarifier ce concept en mettant en lumière les problématiques liées à son usage et ses sphères d'application. Une deuxième session s'intéressait plus particulièrement à la dimension normative du concept et à ses implications sur la démocratie et les technologies de la décision. Les débats des deux sections ont donné lieu aux conclusions suivantes :

- le concept de « société de la connaissance » répond à un problème récent de la sociologie et des sciences sociales, qui ont de plus en plus de mal à maintenir une différence entre les théories savantes et les théories forgées par les acteurs sociaux du fait de l'appropriation de plus en plus rapide des concepts et des savoirs scientifiques par ces derniers ;
- la césure historique qu'implique la notion de « société de la connaissance » est contestable ;
- la « société de la connaissance » renvoie à un discours normatif qui promeut une transformation de la société à travers des réformes politiques en même temps qu'elle en fait l'objet de savoirs.
- l'usage politique de la notion par les institutions de l'Union Européenne peut servir à légitimer une stratégie socio-politique peu populaire auprès des citoyens européens.
- La démocratisation de la science connaît pour l'instant de nombreuses limites. Quatre défis restent à relever actuellement : la participation d'un cercle plus large de la population ; l'élargissement des sujets soumis à la discussion ; la mise au point de nouveaux instruments de discussion ; enfin, la révision de la façon de concevoir le savoir.

- Journée d'étude « Science et démocratie : savoirs distribués et pouvoirs »

Cette journée d'étude s'intéressait à trois types d'objets : (1) La distribution des savoirs et de leurs lieux de production dans l'espace social; (2) Les modes de régulation des savoirs et des produits, notamment des produits techno-industriels ; (3) Les catégories et la façon dont elles organisent notre appréhension des choses aujourd'hui. Pour aborder ces questions, études contemporaines et études historiques ont été combinées afin de multiplier les cas, mais aussi pour considérer les effets (anticipés

ou non) des décisions prises et identifier d'éventuelles permanences dans le temps. Les débats des trois sections ont donné lieu aux conclusions suivantes :

- le nombre des acteurs impliqués dans les réseaux de production partagée des savoirs, leur plus ou moins grande ouverture à des acteurs extérieurs ou à de nouveaux contributeurs, la différenciation des rôles entre contributeurs et utilisateurs ainsi que la capacité de tels réseaux à produire de nouvelles règles d'échange et de diffusion des savoirs pouvait avoir une influence sur la nature des savoirs produits et la redistribution des pouvoirs dans la société.

- quelle interprétation donner aux modèles « partagés » ou « distribués » de production des connaissances qui se développent actuellement à différentes échelles : s'agit-il de modèles alternatifs au modèle fordiste qui prédominait pendant les 30 Glorieuses? Ou révèlent-ils davantage la crise du modèle fordiste et le tournant libéral de la production des connaissances à l'heure actuelle?

- l'émergence de nouvelles formes de régulations sont associées à de nouveaux types d'acteurs et de nouvelles formes de savoirs privilégiés par les outils administrativo-politiques mis en place.

- Les catégories tracent des frontières entre des groupes ou des entités (profanes/experts ; développeurs/développés ; sciences molles/sciences dures, etc.) et contribuent à forger des rapports de pouvoirs asymétriques.

- L'analyse des controverses par l'histoire et la sociologie des sciences fait preuve d'un certain académico-centrisme : les controverses ne semblent intéresser les historiens et les sociologues que pour leur valeur cognitive et leur conflictualité sociale est laissée de côté.